L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI 30 AVRIL 1879.

LA CONVENTION.

Séance de Mardi, 29 avril.

La séance est ouverte à midi. M. Willis occupe le fauteuil.

Le président annonce à la Convention que les délégués dont les noms suivent composeront le comité chargé de s'occuper de la dette, de l'endettement et du dégrèvement de la Nlle-Orléans :

MM. Ball, Collins, Karnahan, Augustin, Legan, Denis, Baines, Marks, Byrne, Sherwood, Long, Jean, Hough.

Le comité judiciaire, par l'entremise de M. Pochè, demande que le nombre de ses membres soit porté à vingt-un.—Accordé.

La Convention, revenant sur le vote d'hier, autorise le président à nommer un lecteur qui sera un aide au secrétaire et recevra deux dollars et demi par jour. Les rapporteurs reconnaissent, pas après, le vote de M. Jewell.

Les résolutions suivantes sont déposées sur le bureau jusqu'à la prochaine séance.

Par M. Claiborne, de la paroisse Pointe-Coupée.—Une résolution maintenant les fonctionnaires actuels—ceux de l'Etat et ceux des paroisses jusqu'à l'expiration de leurs termes et la désignation de leurs successeurs par la Convention.—Que la Convention n'abolisse leurs emplois.

Par M. Denis, d'Orléans.—Une résolution qui demande au trésorier des remboursements sur le paiement de l'intérêt des bons émis de 1866 à 1878, et sur les allocations de chacune des années.

Par M. Stevenson, d'Iberville.—Une résolution chargeant le comité judiciaire de s'assurer s'il est possible d'empêcher, par une loi, les monopoles, les combinaisons de commerçants et les coteries; s'il existe une loi fédérale qui défend aux majorités de priver les minorités de leurs droits.

Par M. Pinchbeck, de Madison.—Une résolution au sujet de la liberté de conscience et d'un ordre du chef de la police qui, d'après les instructions de maître, tient que les prescriptions de nos lois doivent laisser le dit maître. La résolution demande au comité de cinq membres qui devront instituer une enquête.

Par M. Warmoth, de Pinquemine—Une résolution qui prohibe toute Romee en tenue sur les professions ou les métiers.

Les ordonnances suivantes sont présentées :

Par M. Kidd, de Jackson—Une ordonnance déclarant illégale la part d'armes anglaise; prohibant les instructions préliminaires dans les cas d'affaires légères—excepté à la Nouvelle-Orléans.

Par M. Simon, de St. Martin—Une ordonnance relative aux avocats représentant l'Etat, lesquels devront être dûment payés par le comité chargé de s'occuper de la dette, et non par l'endettement de la Nlle-Orléans.

MM. Ball, Collins, Karnahan, Augustin, Legan, Denis, Baines, Marks, Byrne, Sherwood, Long, Jean, Hough.

Le comité judiciaire, par l'entremise de M. Pochè, demande que le nombre de ses membres soit porté à vingt-un.—Accordé.

La Convention, revenant sur le vote d'hier, autorise le président à nommer un lecteur qui sera un aide au secrétaire et recevra deux dollars et demi par jour. Les rapporteurs reconnaissent, pas après, le vote de M. Jewell.

Les résolutions suivantes sont déposées sur le bureau jusqu'à la prochaine séance.

Par M. Claiborne, de la paroisse Pointe-Coupée.—Une résolution maintenant les fonctionnaires actuels—ceux de l'Etat et ceux des paroisses jusqu'à l'expiration de leurs termes et la désignation de leurs successeurs par la Convention.—Que la Convention n'abolisse leurs emplois.

Par M. Denis, d'Orléans.—Une résolution qui demande au trésorier des remboursements sur le paiement de l'intérêt des bons émis de 1866 à 1878, et sur les allocations de chacune des années.

Par M. Stevenson, d'Iberville.—Une résolution chargeant le comité judiciaire de s'assurer s'il est possible d'empêcher, par une loi, les monopoles, les combinaisons de commerçants et les coteries; s'il existe une loi fédérale qui défend aux majorités de priver les minorités de leurs droits.

Par M. Pinchbeck, de Madison.—Une résolution au sujet de la liberté de conscience et d'un ordre du chef de la police qui, d'après les instructions de maître, tient que les prescriptions de nos lois doivent laisser le dit maître. La résolution demande au comité de cinq membres qui devront instituer une enquête.

Par M. Warmoth, de Pinquemine—Une résolution qui prohibe toute Romee en tenue sur les professions ou les métiers.

Les ordonnances suivantes sont présentées :

Par M. Kidd, de Jackson—Une ordonnance déclarant illégale la part d'armes anglaise; prohibant les instructions préliminaires dans les cas d'affaires légères—excepté à la Nouvelle-Orléans.

Par M. Simon, de St. Martin—Une ordonnance relative aux avocats représentant l'Etat, lesquels devront être dûment payés par le comité chargé de s'occuper de la dette, et non par l'endettement de la Nlle-Orléans.

Par M. Claiborne—Une ordonnance déclarant illégale la part d'armes anglaise; prohibant les instructions préliminaires dans les cas d'affaires légères—excepté à la Nouvelle-Orléans.

Par M. Simon, de St. Martin—Une ordonnance relative aux avocats représentant l'Etat, lesquels devront être dûment payés par le comité chargé de s'occuper de la dette, et non par l'endettement de la Nlle-Orléans.

Par M. Claiborne—Une ordonnance déclarant illégale la part d'armes anglaise; prohibant les instructions préliminaires dans les cas d'affaires légères—excepté à la Nouvelle-Orléans.

Par M. Simon, de St. Martin—Une ordonnance relative aux avocats représentant l'Etat, lesquels devront être dûment payés par le comité chargé de s'occuper de la dette, et non par l'endettement de la Nlle-Orléans.

Par M. Lott, de West Carroll—Une ordonnance relative au judiciaire, qui devra être constitué de façon à ne pas subir l'influence des deux autres départements.

Par M. Claiborne—Une ordonnance déclarant que le chef-lieu d'une paroisse ne pourra être changé que par un vote des habitants ou par un vote des deux tiers des membres de la Législature.

Par M. Land, de Caddo—Une ordonnance au sujet des privilégés et de l'hypothèque légale privilégiés.

Par M. Jeffries, d'Avoyelles—Une ordonnance prohibant le changement des limites d'une paroisse, à moins que les deux tiers des habitants ou les deux tiers des membres de la Législature n'y consentent.

M. Bienvenu, d'Orléans, est autorisé à présenter une résolution déclarant qu'aux libérations ordonnées par les corporations, les mêmes conditions devraient autant de votes qu'il a d'actions.—Opposition provisoirement sur le bureau.

Le ministère de négociants et de citoyens qui demandaient à la convention d'abroger la loi créant le bureau de santé et de frapper de nullité la proclamation par laquelle le gouverneur a établi la quarantaine, est envoyé au comité de santé et de quarantaine.

La résolution de M. Blanchard—celle qui revêt de plus de pouvoir le comité de M. Kidd—est appelée.

M. Phelps fait la motion qu'elle soit soumise au comité de finance.

M. Blanchard combat énergiquement la motion et propose l'envoi au comité de la dette publique.

On demande le vote qui se partage comme suit :

Pour la proposition de M. Blanchard.—MM. Allen, Baldwin, Banks, Bienvenu, Blanchard, Bonner, Brahan, Caffery, Carey, Chisholm, Claiborne, Colvin, Cox, Cunningham, Darrington, Davis, Davis, Dillard, Easterly, Edward, Elam, Fenner, Field, Ferret, Forman, Gaskins, Gordon, Graves, Harvey, Hayes, Hemken, Hotchkiss, Henry (de Caddo), Hyams, Jackson, Jeffries, Kemp, Kennedy, Karnahan, Kidd, Knobloch, Lagan, Lanier, Land, Lasha, LeGardeur, Long, Lott, Lucket, Marshall, Millet, Morris, Moore (de Lafourche), Moore (de St. Landry), Mudray, McCoppin, McGlinn, Nutt, Ogden, Oliver, Pariseau, Parker, Reed, Richardson, Sell, Semmes, Simon, Smith (de Lafourche), Smith (de St. Landry), Stevenson, Stiles, Taylor, Thompson, Tarbert, Tarver, Tessier, Todd, Vance, Watkins, Webb, Wells, Williams (de Grant), Wilson, Wood, Young (Baton Rouge).—93.

Contre la proposition de M. Blanchard.—MM. Bailey, Barker, Breaux, Byrne, Caffey, Collins, Dennis, Dennis, Kendall, Fontenot, Hough, Labauve, Marmillion, Oliver, Parker, Pike, Pochè, Sauvinet, Simon, Steele, Stevenson, Smith, Thevenin, Warmoth.—35.

La proposition de M. Blanchard est adoptée.

La résolution de M. Warmoth, demandant l'ajournement jusqu'au 5 mai, afin de donner aux comités le temps de travailler, a été rejetée.

Une résolution de M. Forman, chargeant l'auditeur de renseigner la Convention sur les dettes émises sous l'administration de M. Wells et sous celle de M. Warmoth, produit de l'effervescence dans l'assemblée.

M. Matthews, de Tensas, fait la motion que la résolution soit amendée de façon à déclarer que les bons ont été émis par l'Etat de la Louisiane et non par MM. Wells et Warmoth, ces messieurs n'ayant pas émis les bons, mais les ayant seulement signés.

M. McGloin demande la déposition sur le bureau.

M. Matthews demande le vote, qui se partage comme suit :

Pour la motion de M. McGloin—MM. Augustin, Boddie, Bell, Bienvenu, Blanchard, Bonner, Brahan, Caffery, Carey, Chisholm, Claiborne, Colvin, Cunningham, Darrington, Davis, Davis, Dillard, Easterly, Edward, Elam, Fenner, Field, Ferret, Forman, Gaskins, Gordon, Graves, Harvey, Hayes, Hemken, Hotchkiss, Henry (de Caddo), Hyams, Jackson, Jeffries, Kemp, Kennedy, Karnahan, Kidd, Knobloch, Lagan, Lanier, Land, Lasha, LeGardeur, Long, Lott, Lucket, Marshall, Millet, Morris, Moore (de Lafourche), Moore (de St. Landry), Mudray, McCoppin, McGlinn, Nutt, Ogden, Oliver, Pariseau, Parker, Reed, Richardson, Sell, Semmes, Simon, Smith (de Lafourche), Smith (de St. Landry), Stevenson, Stiles, Taylor, Thompson, Tarbert, Tarver, Tessier, Todd, Vance, Watkins, Webb, Wells, Williams (de Grant), Wilson, Wood, Young (Baton Rouge).—93.

Contre la motion de M. McGloin—MM. Allen, Banks, Bonner, Breaux, Bonner, Bailey, Barker, Bienvenu, Cohen, Dennis, Dennis, Dumas, Dickerson, Fontelieu, Garbade, Gil, Grimes, Hough, Howell, Landry, Matthews, Pike, Pochè, Perkins, Phelps, Sauvinet, Schl. Randall, Smith (de Ste-Marie), Stamps, Steele, Stewart, Sterejek, Williams (de Terrebonne).

La motion de M. McGloin est adoptée.

A la demande de M. Cunningham, la résolution de M. Forman est envoyée au comité de la dette publique.

Les ordonnances présentées hier sont soumises aux comités.

La convention s'ajourne à ce matin, mercredi, à midi.

On dit : J'ai des pêches en compote, j'ai des pommes en compote, etc., etc., on dit aussi : J'ai les pieds en compote; cela n'arrive jamais à ceux qui se chaussent à l'ETOILE ROUGE.

LES ANCIENS CLIENTS DE LORD BYRON.—*L'Italie* publie le texte de la pétition que les délégués albanais portent aux différentes corporations. Cette pétition est datée de Prevesa, 28 février; elle porte quarante-neuf signatures.

Elle déclare que les Albanais ont pris la résolution de n'épargner aucun sacrifice pour conserver leur nationalité. Elle ajoute que la Grèce n'a aucun droit sur la Turquie d'Albanie. Jamais les Grecs n'ont asservi les Albanais. Si ceux-ci sont moins instruits que les Hellènes, leur cause n'en est pas moins sainte.

Les derniers événements ont réveillé en Albanie les idées de progrès et de civilisation, et aujourd'hui les Albanais, forts de leur droit, invoquent le principe des nationalités, s'adressent à l'Europe et la conjurent de ne pas permettre l'anéantissement de la race albanaise.

"L'Albanie tout entière, dit la pétition, se lève aujourd'hui et jette un cri unanime de désespoir, tendant ses bras vers ceux qui ont contribué à l'œuvre du sauvetage.

"Les puissances ne voudront pas laisser perpétrer un acte d'iniquité, en acceptant l'abandon de Philippiades.

"L'Albanie, dont l'existence aura été garantie, sera dans l'Orient le collaborateur actif des puissances européennes.

"Si même notre gouvernement opposait à céder à la dérive une partie de nos territoires, soit Prevesa, Arta, ou Janina, qui sont le siège des principaux intérêts commerciaux et qui intéressent notre existence, nous sommes résolus à nous immoler sur l'autel de la patrie et à ne laisser à la Grèce qu'un vaste champ de carnage. Ce ne sera qu'à la hauteur de nos cadavres que nos *frères* que nous nous retrouvons dans nos montagnes pourront rétablir l'envahisseur et nous défendre avec l'énergie du désespoir jusqu'à notre dernier soupir."

BOTTES ARGENTINES! BOTTES DORÉES pour bébés à l'ETOILE ROUGE.

—Nous lisons dans la *République française* :

Un nouveau décret d'amnistie, s'appliquant à environ trois cents personnes condamnées pour participation aux événements de 1871, est préparé au ministère de la justice et sera signé samedi en conseil des ministres.

Le tirage de révision des dossiers est aujourd'hui presque complètement terminé. Ainsi est-il à peu près certain qu'il partira de la commune prochaine les dernier numéro appelé régulièrement et que chacun d'eux fournira sur un plus grand nombre de personnes. On peut s'attendre à quatre ou cinq cents le nombre des condamnés qui seront ainsi atteints par cette mesure.

Les ministres se sont réunis hier matin en conseil. On n'est pas encore d'accord sur la nomination du préfet à Périgueux à la nomination du préfet à Périgueux, lequel recevra ces fonctions dès qu'il aura fait signer par le président de la République un arrêté le révoquant pour cause de motifs de destitution.

Par M. Wells, de Richland.—Une ordonnance relative à l'instruction publique. Il y aura deux écoles dans chaque paroisse; les élèves y seront admis de 5 à 16 ans; une distinction de couleur; il n'y aura rien qu'une instruction élémentaire; les hautes études ne devront pas excéder celui de l'Etat, la racine que les contribuables n'y consentent.

Par M. Stevenson.—Une ordonnance qui permet d'hypothéquer toute espèce de propriétés à l'effet de garantir le paiement de dettes.

Par M. Dennis, de St. Jacques.—Une ordonnance qui prohibe le paiement des obligations de l'Etat, à moins que les tribunaux n'en reconnaissent la légalité; déclare que la taxe ne devra pas excéder 1 pour cent, que les licences sont abolies, que l'intérêt ne devra point payer un intérêt de plus de 6 pour cent.

Par M. Stamps, d'Orléans.—Une ordonnance qui prohibe les taxes spéciales et les licences sur les professions et les métiers.

Par M. Lean, d'Orléans.—Une ordonnance permettant d'hypothéquer toute espèce de propriétés.

Par M. Lyons, d'East-Feliciana.—Une ordonnance qui a trait au nombre et à la distribution des membres de la Législature, aux allocation, à voter, aux fonctions à élire.

Par M. Pochè, de St. Jacques.—Une ordonnance établissant l'inscription de toute hypothèque ou privilège, à défaut de laquelle, les tierces personnes n'en auront pas préjugées;—une ordonnance établissant un conseil de paroisse à la place du système actuel de jury de police, composé de cent membres pour chaque paroisse lesquels devront être des citoyens de la paroisse pendant une année précédant l'élection et devront être des contribuables sur un assessment d'au moins 500 piastres;—une ordonnance confirmant à la Législature le droit de choisir les électeurs présidentiels; — une ordonnance déclarant le citoyen de l'Etat, et demeurant le droit de vote à tout citoyen des Etats-Unis résidant dans l'Etat un an, dans la paroisse six mois, et dans le district un mois.

Par M. Richardson, d'Ouachita—Un projet de constitution.

Par M. Jenkins, de De Soto—Une ordonnance relative aux exemptions, qui ne devront pas excéder quinze cents dollars, et ne s'appliquer qu'aux chefs de familles, et, en cas de mort de ces derniers, à leurs veuves ou à leurs héritiers.

Par M. Moore, de Lafourche—Une ordonnance au sujet de la division des paroisses de terre d'alluvion, dans un but de dégrèvement, de protection aux dépenses d'inondations. L'impôt ne devra pas ajouter plus de 1,10 à la taxe actuelle.

Par M. Girad, de Lafayette.—Une ordonnance relative aux réclamations. La Législature devra pourvoir aux moyens de s'assurer de leur validité avant le paiement; une ordonnance qui déclare qu'aucun fonctionnaire de l'Etat, des Etats-Unis ou d'une puissance étrangère ne pourra être membre de la Législature ou être dû à une place; une ordonnance qui a trait aux élections et à la manière de compiler les bulletins.

Par M. Pendor, de Natchitoches.—Une ordonnance qui déclare que les perceptions et les assessors devront être élus par le peuple; que l'impôt destiné aux travaux d'une paroisse ne devra pas excéder celui de l'Etat, la racine que les contribuables n'y consentent.

Par M. Stevenson.—Une ordonnance qui défend que la dissemoche devra être observé, que les théâtres et autres lieux semblables devront être fermés, que les boissons alcooliques ne devront pas être débitées, ce jour là.

Par M. Robertson, de St-Landry—Une ordonnance qui prohibe un assessment de plus de 35 pour cent de la valeur en capitale.

Par M. Forman, d'Orléans—Une ordonnance faisant des chefs des compagnies des percepteurs de taxes; faisant du trésorier de l'Etat le percepteur des taxes de la paroisse d'Orléans.

Par M. Watkins, de Webster—Une ordonnance déclarant que les livres publics devront être ouverts au public.

Par M. Millard, de St-Landry—Une ordonnance au sujet des notaires.

Par M. Edwards, de Tangipahoa.—Une ordonnance qui exempte de la taxe, durant dix ans, les capitaux employés à la manufacture des liniments.

Par M. Elam, de Catahoula.—Une ordonnance qui accepte en paiement des taxes dûes, les warrants émis depuis le 1er janvier 1879—excepté ceux qui sont émis pour travaux de levées.

Par M. Lanaux, d'Orléans.—Une ordonnance qui défend aux corporations de déclarer un dividende semi-annuel de plus de cinq pour cent et un dividende annuel de plus de dix pour cent.

—Londonderry laidies de Pasture côté de la Manche sont dans le désolation, s'il faut ajouter foi aux correspondances. Cette pétition est datée de Pyrons, 28 février; elle porte quarante-neuf signatures.

Elle déclare que les Albanais ont pris la résolution de n'épargner aucun sacrifice pour conserver leur nationalité. Elle ajoute que la Grèce n'a aucun droit sur la Turquie d'Albanie. Jamais les Grecs n'ont asservi les Albanais. Si ceux-ci sont moins instruits que les Hellènes, leur cause n'en est pas moins sainte.

Les derniers événements ont réveillé en Albanie les idées de progrès et de civilisation, et aujourd'hui les Albanais, forts de leur droit, invoquent le principe des nationalités, s'adressent à l'Europe et la conjurent de ne pas permettre l'anéantissement de la race albanaise.

"L'Albanie tout entière, dit la pétition, se lève aujourd'hui et jette un cri unanime de désespoir, tendant ses bras vers ceux qui ont contribué à l'œuvre du sauvetage.

"Les puissances ne voudront pas laisser perpétrer un acte d'iniquité, en acceptant l'abandon de Philippiades.

"L'Albanie, dont l'existence aura été garantie, sera dans l'Orient le collaborateur actif des puissances européennes.

"Si même notre gouvernement opposait à céder à la dérive une partie de nos territoires, soit Prevesa, Arta, ou Janina, qui sont le siège des principaux intérêts commerciaux et qui intéressent notre existence, nous sommes résolus à nous immoler sur l'autel de la patrie et à ne laisser à la Grèce qu'un vaste champ de carnage. Ce ne sera qu'à la hauteur de nos cadavres que nos *frères* que nous nous retrouvons dans nos montagnes pourront rétablir l'envahisseur et nous défendre avec l'énergie du désespoir jusqu'à notre dernier soupir."

BOTTES ARGENTINES! BOTTES DORÉES pour bébés à l'ETOILE ROUGE.

—Nous lisons dans la *République française* :

Un nouveau décret d'amnistie, s'appliquant à environ trois cents personnes condamnées pour participation aux événements de 1871, est préparé au ministère de la justice et sera signé samedi en conseil des ministres.

Le tirage de révision des dossiers est aujourd'hui presque complètement terminé. Ainsi est-il à peu près certain qu'il partira de la commune prochaine les dernier numéro appelé régulièrement et que chacun d'eux fournira sur un plus grand nombre de personnes. On peut s'attendre à quatre ou cinq cents le nombre des condamnés qui seront ainsi atteints par cette mesure.

Les ministres se sont réunis hier matin en conseil. On n'est pas encore d'accord sur la nomination du préfet à Périgueux à la nomination du préfet à Périgueux, lequel recevra ces fonctions dès qu'il aura fait signer par le président de la République un arrêté le révoquant pour cause de motifs de destitution.

Si un voyageur veut se mettre à l'abri qu'il achète une paire de souliers de pêcheur pour 75 cents à l'ETOILE ROUGE